



**Bourse Uemoa**

La BRVM ouvre sa séance du Jour  
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

**Chine**

Le rythme de la croissance s'est grippé en 2024

Pékin a enregistré une croissance de 5% en 2024, son rythme le plus faible depuis trois décennies hors Covid. Ce ralentissement résulte d'une consommation ... • (Page 08)

**Déficit**

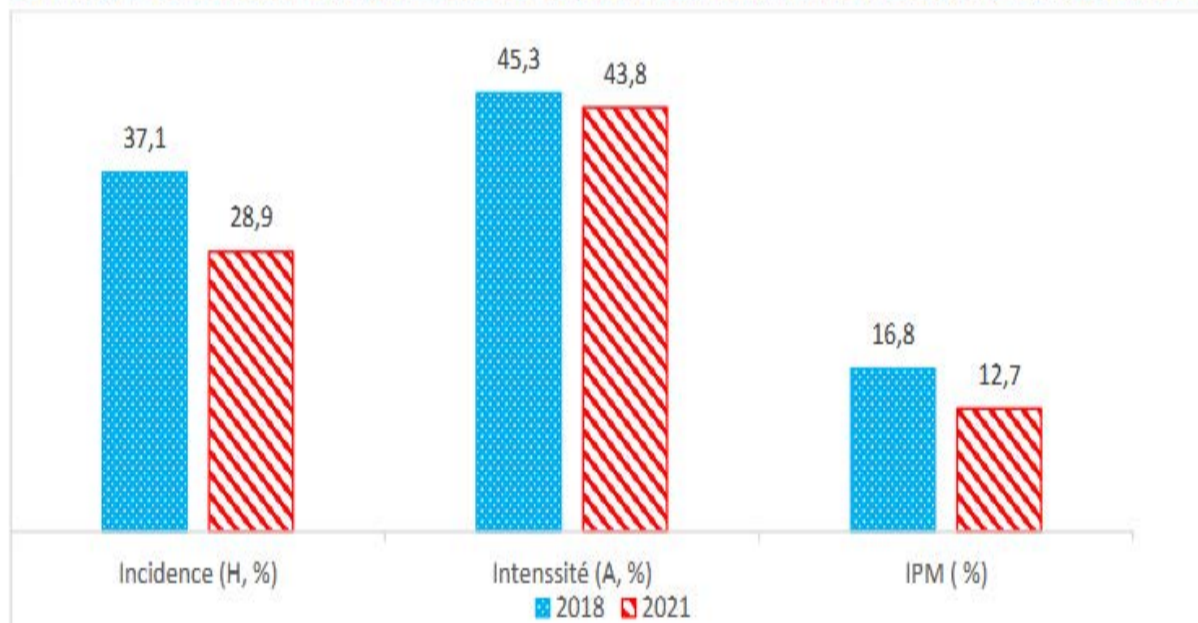
Le FMI appelle la France à « un effort significatif »

Le chef économiste du Fonds monétaire international (FMI) a affirmé que la France devait revenir dans les règles ... • (Page 08)

**Mesure de la pauvreté & vulnérabilité multidimensionnelles au Togo • (Pages 03)**

# Un levier pour orienter les politiques de développement

Graphique 3.1: Incidence, intensité et indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) au niveau national



Source : Calculs issus de l'EHCVM 2018-2019 et 2021-2022

**Togo / Assurance Maladie Universelle • (Pages 04)**

# Un an après son lancement, bilan de mise en œuvre de l'AMU

**Agence française de développement**

Sandra Kassab est nommée Directrice du Département Afrique

Sandra Kassab, nouvelle cheffe du département Afrique de l'AFD : une vision stratégique pour le développement ... • (Page 02)

**Région des Savanes**

Le projet Motaog clôturé avec des avancées en entrepreneuriat

Après quatre années d'activités, le projet Motaog a transformé la région des Savanes au Togo. Grâce à des initiatives en entrepreneuriat, ... • (Pages 04)

**UMOA-Titres**

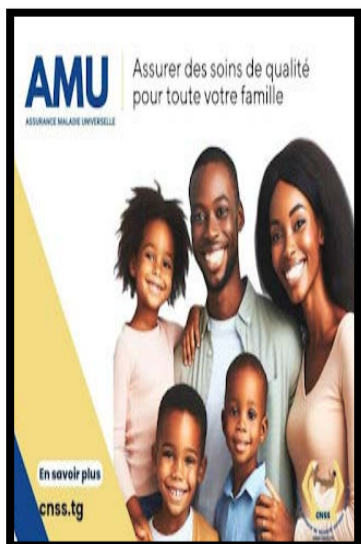
Rencontres du Marché des Titres Publics 2025 à Abidjan

Dans le cadre de sa mission de promotion du Marché régional des Titres Publics (MTP), UMOA-Titres (UT) annonce la tenue de la 7ème ... • (Page 06)

**Zio / Décentralisation**

Edoh Komlan élu à la tête du conseil régional Maritime

M. Edoh Komlan de la circonscription électorale des Lacs et membre du parti Union pour la République (UNIR) est élu président du bureau exécutif du ... • (Page 11)



**L'économiste** du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo. REC N°0650/07/09/22/HAAC  
Premier Quotidien Economique Togolais

Visitez notre site Web à l'adresse :

[leconomistedutogo.tg](http://leconomistedutogo.tg)

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...



TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS

# Agence française de développement Sandra Kassab est nommée Directrice du Département Afrique

Sandra Kassab, nouvelle cheffe du département Afrique de l'AFD : une vision stratégique pour le développement du continent.

• Hélène Martelot



Sandra Kassab prend les rênes du département Afrique de l'Agence Française de Développement (AFD), un poste clé dans la gestion de projets destinés à renforcer la croissance et la stabilité sur le continent africain. Forte d'une expérience de près de vingt ans à l'AFD et d'un parcours international impressionnant, elle est désormais en charge de piloter une stratégie régionale cruciale pour l'avenir du développement en Afrique. Depuis janvier 2025, Sandra Kassab dirige le département Afrique de l'AFD, supervisant des projets dans 44 pays à travers le continent. Ces projets représentent 43% du volume global des financements de l'AFD, une position stratégique qui met en lumière l'importance de l'Afrique dans les priorités de l'institution. Forte de son expérience, Sandra Kassab a œuvré au sein de l'AFD depuis près de deux décennies, contribuant à structurer des projets majeurs dans des domaines variés tels que les infrastructures, l'énergie, le secteur financier, ainsi que dans les secteurs sociaux. Son expertise a notamment permis de mener à bien des initiatives de grande envergure sur le continent, renforçant l'impact des financements français au service du développement durable. Avant de prendre la tête du département Afrique, Sandra Kassab a occupé divers postes stratégiques, notamment celui de directrice adjointe du

Département Orient depuis 2022, après une expérience de huit ans à l'international. En Égypte, elle a supervisé des projets dans les secteurs de l'énergie, de la santé et de la protection sociale. Son parcours s'est également enrichi de sa participation à des missions de grande envergure pour la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement, où elle a pu œuvrer pour des stratégies d'interventions clés en Haïti et en Tunisie. En plus de ses compétences pratiques, Sandra Kassab est une figure respectée dans le domaine du développement durable, ayant participé à de nombreux séminaires et publié des articles sur des thématiques cruciales pour l'avenir des pays en développement. L'arrivée de Sandra Kassab à la tête du département Afrique de l'AFD est un signal fort pour le rôle de la France dans le financement du développement africain. Avec une approche fondée sur la coopération internationale, son expertise de terrain et sa compréhension des enjeux africains, elle est bien placée pour influencer la trajectoire de développement du continent. Son expérience

dans des secteurs clés tels que l'énergie, les infrastructures et la santé s'avère d'autant plus pertinente dans le contexte actuel où l'Afrique fait face à des défis considérables, mais aussi à des opportunités importantes. La mise en place d'une stratégie cohérente et ambitieuse sera primordiale pour accélérer la transition énergétique, promouvoir des infrastructures durables et renforcer les secteurs sociaux, essentiels à la stabilité et au développement à long terme. L'AFD, acteur majeur de la coopération française, investit chaque année plusieurs milliards d'euros en Afrique pour soutenir des projets de développement durable. Les enjeux sont multiples : croissance économique, développement des infrastructures, transition énergétique, mais aussi inclusion sociale et lutte contre les inégalités. L'Afrique étant un continent stratégique pour les financements internationaux, la nomination de Sandra Kassab à la tête du département Afrique de l'AFD intervient à un moment charnière où l'Agence cherche à accroître son engagement auprès des pays du continent. Avec cette nouvelle fonction, Sandra Kassab devra naviguer dans un environnement complexe, marqué par les défis géopolitiques, économiques et climatiques qui impactent l'Afrique. Sa mission consistera à renforcer l'impact des projets menés par l'AFD tout en assurant leur alignement avec les priorités de développement des pays africains.

# Image du jour



• Le ministre en charge de la santé au Togo, prof Tchir DARRE s'assurer de l'effectivité des dispositions prises en termes d'intrants, d'équipements et matériels de diagnostic et de sensibilisation de la communauté.

# AUX DECIDEURS... Un modèle de développement pour le Togo moderne

Le 16 janvier 2025 restera gravé dans la mémoire collective de Sokodé. Ce jour-là, la ville a franchi une étape importante de son développement avec l'inauguration de son nouveau marché central et le lancement des travaux de la voie de contournement. Ces deux projets, d'une importance capitale, illustrent la détermination du gouvernement togolais à transformer l'économie et les infrastructures du pays pour un avenir plus inclusif et prospère.

L'inauguration du marché central de Sokodé, un ouvrage moderne financé par l'État togolais avec le soutien de l'Allemagne à travers la KfW, est bien plus qu'une simple remise d'infrastructure. C'est un véritable levier pour l'économie locale, en particulier pour les femmes entrepreneures qui représentent une part significative de l'activité commerciale de la région. Ce marché, avec ses 36 boutiques et 508 espaces de vente, est un espace de développement, un catalyseur pour l'entrepreneuriat et un moteur de la croissance régionale. À travers cette réalisation, le gouvernement ne se contente pas de répondre aux besoins immédiats de la population ; il œuvre pour un développement durable et inclusif, en intégrant les femmes dans le tissu économique local.

Mais cette dynamique ne s'arrête pas là. Le lancement des travaux de la voie de contournement de Sokodé, un projet ambitieux de 24,5 milliards de francs CFA financé en partie par le Japon via l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), est une réponse à un défi majeur pour la ville. Envisagé pour désengorger le trafic et fluidifier les échanges commerciaux, ce projet va non seulement faciliter la circulation des biens et des personnes, mais aussi renforcer la sécurité routière et favoriser un développement économique plus équilibré dans la région. Avec ses deux tronçons bitumés, la nouvelle voie sera un atout majeur pour le désenclavement de Sokodé et son ouverture sur le reste du pays, contribuant ainsi à une meilleure intégration de la région dans le tissu économique national et international.

Ces deux projets, qui s'inscrivent dans la Feuille de route Togo 2025, ne sont pas seulement des réalisations techniques ; ils incarnent la vision du Président Faure Essozimna Gnassingbé d'un Togo moderne, inclusif et économiquement compétitif. Grâce à des partenariats stratégiques avec des pays comme l'Allemagne et le Japon, ces infrastructures sont le fruit d'une coopération internationale fructueuse, essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable du pays. Le Togo est sur la voie d'une transformation profonde, avec une attention particulière portée aux collectivités locales, à leur développement et à leur autonomie.

En mettant l'accent sur la modernisation des infrastructures, le gouvernement togolais montre son engagement à accélérer le développement du pays, notamment par la décentralisation et l'amélioration des conditions de vie des populations. Les projets comme le marché central et la voie de contournement sont des pierres angulaires de cette vision. Ils symbolisent un Togo qui avance, un Togo qui évolue vers un futur où les infrastructures modernes ne sont plus un luxe, mais un besoin impérieux pour stimuler l'économie et améliorer la qualité de vie des citoyens.

L'enjeu ne se limite pas à la mise en œuvre de ces projets. Il s'agit aussi de garantir leur pérennité et leur impact sur la vie quotidienne des Togolais. À Sokodé, comme dans toutes les autres régions du pays, l'accompagnement des populations, la gestion durable des infrastructures et le suivi des projets doivent être des priorités pour maximiser les retombées économiques et sociales.

Au-delà des infrastructures, ces réalisations envoient un message fort : celui d'un Togo en marche vers la modernité, où chaque infrastructure, chaque projet, chaque initiative participe à la construction d'une nation plus forte, plus unie et plus prospère. Sokodé, avec ses nouveaux équipements, incarne cette vision d'un développement harmonieux et équilibré. Le chemin est tracé, il ne reste plus qu'à le suivre avec détermination et ambition.

M.T

Le Togo en chiffres			
Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km²	21,7 km²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2022
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2022
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2022
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2022
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

# Mesure de la pauvreté & vulnérabilité multidimensionnelles au Togo

## Un levier pour orienter les politiques de développement

Le Rapport final sur la pauvreté multidimensionnelle au Togo 2018-2019 et 2021-2022, datant de décembre 2024 indique que le pays a fait d'importants progrès en matière de réduction de la pauvreté multidimensionnelle et de la vulnérabilité des ménages entre 2018 et 2022. Grâce à des outils innovants tels que l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle (IVM), le gouvernement affine ses politiques pour répondre aux défis sociaux et économiques tout en ciblant les populations les plus démunies.

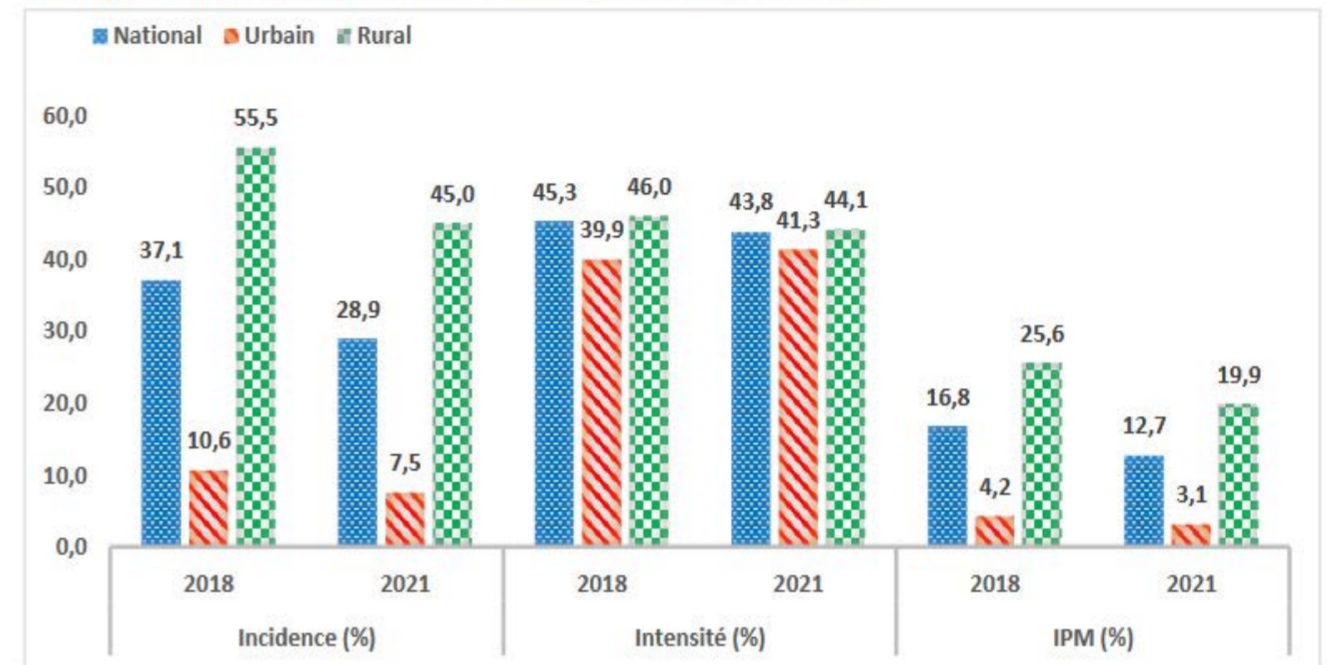
• Joël Yanlo

Conscient des défis à relever pour atteindre l'émergence économique d'ici 2030, le Togo a adopté une démarche proactive avec la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. Parmi les outils clés de cette politique figure l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle et de la vulnérabilité, réalisée à partir des données des enquêtes sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) de 2018-2019 et 2021-2022. La méthodologie, basée sur l'approche Alkire et Foster, examine trois dimensions principales : la santé, l'éducation et les conditions de vie. L'ajout d'une dimension sur les "chocs et emploi" dans l'IVM permet une évaluation plus complète des vulnérabilités, intégrant des éléments tels que les impacts climatiques et sécuritaires. Selon le Rapport final sur la pauvreté multidimensionnelle au Togo, entre 2018 et 2022, l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle au Togo est passée de 37,1 % à 28,9 %, soit une baisse de 8,2 points. De même, l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) est descendu de 0,168 à 0,127. Ces progrès traduisent une réduction des privations touchant les ménages, notamment en milieu rural où l'incidence est passée de 55,5 % à 45,0 %, et en milieu urbain, de 10,6 % à 7,5 %.

### Ménages dirigés par des femmes

Les indicateurs les plus contributifs à l'IPM incluent l'alphabétisation des adultes (22,7 %), les

Graphique 3.2 : Pauvreté multidimensionnelle par milieu de résidence



Source : Calculs issus de l'EHCVM 2018-2019 et 2021-2022

années d'études (16,3 %), l'accès à l'électricité (7,6 %), et l'utilisation de toilettes améliorées (9,0 %). Ces résultats révèlent des progrès mais aussi des défis persistants, notamment dans les régions rurales et les zones les plus vulnérables, telles que la région des Savanes, où l'incidence atteint 61,3 %. Les disparités régionales et de genre sont également révélatrices car, les ménages dirigés par des femmes affichent une pauvreté multidimensionnelle moins élevée (25,5 % en 2021-2022) que ceux dirigés par des hommes (29,9 %). Ces différences soulignent l'importance de politiques ciblées, adaptées aux contextes spécifiques des populations. L'IVM met également en lumière les ménages à risque de basculer dans la pauvreté, estimés à 27,9 % en 2021-2022. Cette analyse permet de mieux orienter les interventions en renforçant les filets de protection sociale et les politiques de résilience.

### Impact des investissements publics

La création d'emplois, en

particulier pour les jeunes, est essentielle pour réduire la pauvreté. L'ajout de la dimension "chocs et emploi" dans l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle (IVM) met en lumière l'importance de politiques de résilience économique. Avec un sous-emploi généralisé, il devient impératif d'investir dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que la construction, les énergies renouvelables et les services. L'urbanisation croissante, associée à une réduction de la pauvreté urbaine, offre également des opportunités

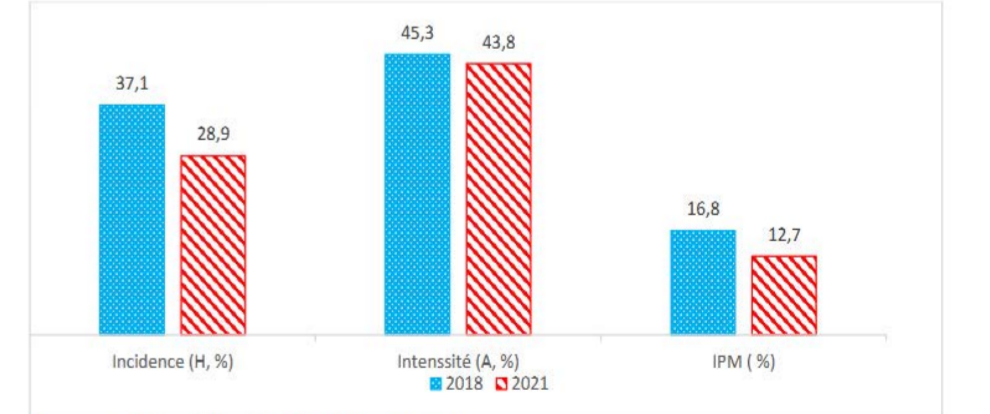
### Croissance inclusive et emploi

La création d'emplois, en

particulier pour les jeunes, est essentielle pour réduire la pauvreté. L'ajout de la dimension "chocs et emploi" dans l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle (IVM) met en lumière l'importance de politiques de résilience économique. Avec un sous-emploi généralisé, il devient impératif d'investir dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que la construction, les énergies renouvelables et les services. L'urbanisation croissante, associée à une réduction de la pauvreté urbaine, offre également des opportunités

pour stimuler des chaînes de valeur dans les villes. Des investissements dans l'industrie légère et les infrastructures urbaines pourraient favoriser une croissance inclusive. De plus, les ménages vulnérables (27,9 % en 2021-2022) nécessitent des mécanismes de protection sociale renforcés pour éviter qu'ils ne basculent dans la pauvreté. Cela implique une augmentation des filets de sécurité sociale, comme les transferts monétaires conditionnels, tout en ciblant efficacement les bénéficiaires.

Graphique 3.1: Incidence, intensité et indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) au niveau national



Source : Calculs issus de l'EHCVM 2018-2019 et 2021-2022

Le Togo en chiffres					
Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source	Sénégal	États-Unis
Productions des commerces extérieurs	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volonté des exportations des biens et services (variation annuelle en %)	38,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volonté des importations des biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6
Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source	Nigeria	Malaisie
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI	5,0	2,7
PIB par habitant en 2021	292,5 USD	1 742 USD	FMI	4,0	2,7
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	ONU/CEAO, 2020		
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	ONU/CEAO, 2020		
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	ONU/CEAO, 2020		
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,5 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, hors intérêts (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / Assurance Maladie Universelle

## Un an après son lancement, bilan de mise en œuvre de l'AMU

Lancée en janvier 2024, l'Assurance Maladie Universelle (AMU) a pour ambition d'offrir à tous les Togolais un accès équitable aux soins de santé. Après un an, l'heure est au bilan : des avancées significatives ont été enregistrées, malgré des défis encore présents.

● **Hélène Martelot**

Un an après sa mise en œuvre, l'AMU, portée conjointement par l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), a permis de couvrir plusieurs milliers de Togolais dans des catégories autrefois marginalisées. Invités sur la Télévision Nationale (TVT), les responsables des deux institutions ont levé le voile sur le bilan des douze premiers mois, de mise en œuvre de cette initiative. Selon Yolande Aithnard, coordonnatrice de l'INAM Grand Lomé, 26.025 bénéficiaires ont été enregistrés en 2024, portant le total à 509.902 depuis la création de l'INAM. L'organisme collabore désormais avec 1.263 formations sanitaires et 270 pharmacies, assurant une prise en charge étendue et diversifiée. Du côté de la CNSS, qui gère les travailleurs privés et informels, 174.000 assurés ont actualisé leurs données, preuve d'un engagement croissant. Un système en ligne facilite ces mises à jour, permettant aux bénéficiaires d'obtenir leurs



cartes AMU rapidement. Le succès de l'AMU repose sur un modèle de mutualisation des ressources et de solidarité nationale. Chaque citoyen cotise selon ses moyens, mais bénéficie des mêmes prestations. Cela réduit les inégalités d'accès aux soins, notamment pour les ménages aux revenus modestes. Le directeur général de l'INAM, Tchilabalo Pilante, a souligné l'impact de ce système, en précisant que l'AMU brise les barrières financières qui empêchaient auparavant de nombreuses familles de se soigner. Ce mécanisme solidaire permet de transformer la vision de la santé en un droit universel, et non en un luxe réservé à une élite. Lancée dans un contexte de réformes ambitieuses,

l'AMU s'inscrit dans la stratégie nationale de développement social et économique du Togo. Conçue pour pallier les lacunes du système de santé et pour garantir l'équité, elle est aujourd'hui une réalité palpable, même dans les zones les plus reculées. Si des défis subsistent, notamment l'extension de la couverture aux zones rurales et le remboursement efficace des prestataires, l'AMU constitue un modèle innovant pour l'Afrique. Avec une gestion rigoureuse et des réformes continues, cette initiative promet de consolider les bases d'une société togolaise plus résiliente et solidaire.

Région des Savanes

## Le projet Motaog clôturé avec des avancées en entrepreneuriat

Après quatre années d'activités, le projet Motaog a transformé la région des Savanes au Togo. Grâce à des initiatives en entrepreneuriat, en employabilité et en dialogue communautaire, ce programme a impacté plus de 50 000 personnes, avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes.

● **Wilson Lawson**

Lancé en 2020 par Plan International en partenariat avec des acteurs locaux et internationaux, le projet Motaog a visé à promouvoir la participation citoyenne et la cohésion sociale dans la région des Savanes. Lors de la cérémonie de clôture tenue à Korbongou le 14 janvier, les résultats significatifs ont été dévoilés. Au cours de ses quatre années d'exécution, le projet a formé 7 232 jeunes, dont 5 732 femmes, aux compétences entrepreneuriales et à la gestion des activités génératrices de revenus (AGR). Ces formations ont conduit à la création ou au renforcement d'entreprises grâce à des stages, des aides matérielles et des financements de plans d'affaires. Par ailleurs, l'objectif initial de créer 350 groupes d'épargne a été largement dépassé, avec plus de 1 000 groupes formés, générant une épargne de 1,4 milliard FCFA. Cette dynamique a permis à 90 % des femmes impliquées d'améliorer leurs conditions économiques. Un autre succès du projet a été l'intégration des femmes dans les discussions foncières, favorisant la défense de leurs droits et leur implication dans les décisions



concernant la répartition des terres. Le projet Motaog a non seulement stimulé l'entrepreneuriat mais a également renforcé le tissu social des communautés locales. Les groupes d'épargne ont joué un rôle crucial, non seulement en autonomisant économiquement les femmes, mais aussi en tissant des liens entre les participants. La création de mécanismes de dialogue communautaire a permis d'atténuer les tensions et de renforcer la cohésion sociale dans une région souvent confrontée à des défis socio-économiques et sécuritaires. L'implication des femmes dans les questions foncières constitue une avancée notable pour l'égalité des genres. Cette initiative démontre que l'autonomisation économique peut aller de pair avec le renforcement

des droits fondamentaux des populations vulnérables. La région des Savanes, située au nord du Togo, est l'une des plus vulnérables du pays, confrontée à des défis tels que le sous-développement économique et les tensions communautaires. Dans ce contexte, le projet Motaog a servi de levier pour améliorer la résilience des communautés. L'engagement de Plan International, des partenaires onusiens, et du gouvernement togolais reflète une stratégie globale visant à réduire la pauvreté, à promouvoir l'égalité des chances et à renforcer la stabilité locale. Le succès du projet ouvre des perspectives pour de nouvelles initiatives visant à pérenniser les acquis et à multiplier les impacts positifs sur les populations locales.

INFA de Tové

## 676 apprenants ont effectué leur rentrée

L'INFA de Tové accueille 676 étudiants pour des formations agricoles professionnalisantes.

● **Junior Aredola**

L'Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové a lancé sa rentrée académique 2024-2025, ce jeudi 16 janvier à Kpalimé. Avec 676 apprenants retenus sur toute l'étendue du territoire national, l'établissement poursuit son objectif de former une nouvelle génération de professionnels qualifiés pour répondre aux besoins du secteur agricole togolais. Cette année, 676 étudiants ont intégré l'INFA de Tové, répartis entre les cycles de Baccalauréat professionnel agricole (CBPA) et de Licence professionnelle agricole (CLPA). Ces



deux parcours, instaurés dans le cadre de la réorganisation de l'institut, visent à renforcer les compétences techniques des futurs acteurs des chaînes de valeur agricoles. Le CBPA offre une spécialisation dans des domaines tels que la santé animale, la foresterie et la gestion durable de

la terre, l'agroéquipement et l'agropastoral. Quant au CLPA, il forme dans des secteurs diversifiés comme l'agriculture, la santé animale et halieutique, la foresterie et gestion de l'environnement, ainsi que le machinisme agricole, les ouvrages hydro-agri-

coles et l'agroalimentaire. Au cours de l'année académique précédente, l'INFA a formé 602 étudiants dans ces deux cycles, confirmant son rôle clé dans le développement d'un secteur agricole compétitif et durable. Cette nouvelle rentrée académique illustre l'importance croissante accordée à la

formation professionnelle dans le domaine agricole au Togo. L'accent mis sur la diversification des spécialités témoigne d'une volonté de répondre aux enjeux variés du secteur, notamment l'agriculture durable, l'amélioration des rendements, et la préservation de l'environnement. En intégrant des thématiques comme la foresterie et la gestion durable, l'INFA adapte ses programmes aux défis environnementaux et économiques actuels. De plus, le renforcement de la formation dans des secteurs techniques tels que le machinisme agricole et les ouvrages hydro-agricoles montre une orientation vers la modernisation et la mécanisation du secteur agricole. Créé en 1980 par décret, l'INFA de Tové est un

établissement phare de la formation agricole au Togo. Sa mission principale est de contribuer à la professionnalisation des jeunes et des acteurs des chaînes de valeur agricole, en accord avec les objectifs de la politique nationale de développement agricole. Dans un pays où l'agriculture représente un pilier de l'économie et une source majeure d'emploi, le rôle de l'INFA est crucial pour préparer les jeunes à répondre aux défis de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources naturelles et de l'agriculture durable. Cette rentrée marque ainsi une étape de plus dans la contribution de l'institut au développement socio-économique du pays.



TOUTE  
**L'ACTUALITÉ  
ECONOMIQUE**  
DU TOGO ET D'AILLEURS

- » Couverture médiatique
- » Insertion publicitaire
- » Publi-reportage ...

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!

... **L'économiste du Togo, le journal des décideurs** ...

UMOA-Titres

Rencontres du Marché des Titres Publics 2025 à Abidjan

Dans le cadre de sa mission de promotion du Marché régional des Titres Publics (MTP), UMOA-Titres (UT) annonce la tenue de la 7ème édition des Rencontres du Marché des Titres Publics (REMP), les 21 et 22 janvier 2025 au Novotel Adagio Marcory, à Abidjan.

• Nicole Esso



Cet événement phare, dédié aux enjeux et défis du marché de la dette souveraine dans la zone UEMOA, réunira les acteurs clés du secteur financier régional, au rang desquels des investisseurs institutionnels, des émetteurs et des partenaires du marché. Le thème de cette édition est, « Mobilisation de l'épargne intérieure : quelles exigences pour soutenir le développement du marché financier en zone UMOA ? » Sous cette thématique centrale, les rencontres de 2025 se concentrent sur des questions cruciales pour le développement du marché financier régional. Les discussions porteront sur la mobilisation de l'épargne intérieure pour soutenir la croissance économique et la solidité du marché régional de la dette souveraine, un outil essentiel pour le financement des États membres de l'Union. En outre, des sujets tels que le renforcement de la participation des investisseurs institutionnels, l'éducation financière et la digitalisation des services financiers seront également discutés. L'événement offrira une plateforme unique d'échange autour des orientations stratégiques pour le développement du MTP, de présentation du programme des émissions de titres publics pour 2025, et de renforcement des liens entre les émetteurs et les investisseurs.

À cet égard, des moments de réseautage et des sessions one-to-one sont prévus, permettant ainsi à tous les participants de mieux comprendre les perspectives économiques des États de la zone UEMOA et leurs stratégies de financement. Cette nouvelle édition se distingue par plusieurs innovations. Parmi elles, un format inédit d'interventions des émetteurs avec des conversations pays interactives et la possibilité pour les participants de bénéficier de sessions entre les émetteurs et leurs investisseurs. Par ailleurs, deux master classes et des interventions d'experts enrichiront les discussions sur des sujets d'actualité liés à la thématique centrale. Les participants auront également la possibilité de faire du réseautage dans des espaces dédiés pour les rencontres bilatérales et lors des moments de convivialité tels que des pauses café et déjeuner, et un cocktail dinatoire en soirée. Madame Oulimata NDIAYE DIASSE, Directeur de UMOA-Titres indique que « Les Rencontres du Marché des Titres Publics (REMP) 2025 représentent un moment stratégique pour renforcer le

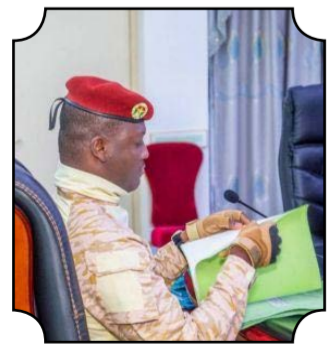
dialogue entre les émetteurs et les investisseurs, mais aussi pour promouvoir des solutions concrètes permettant de mobiliser l'épargne intérieure au service du développement économique de notre région. Cet événement incarne notre engagement à soutenir la stabilité et la croissance du marché de la dette souveraine, un pilier essentiel pour le financement des États membres de l'UMOA. Nous sommes impatientes de réunir les acteurs du marché autour de discussions constructives et innovantes pour renforcer davantage l'attractivité de notre marché régional ». L'accès à l'événement se fait sur invitation nominative pour les acteurs clés du marché financier régional, ainsi qu'à travers un formulaire d'inscription disponible sur le site web officiel de l'événement (www.remp.com). Les inscriptions sont ouvertes à tous les investisseurs, acteurs des institutions financières, banques, compagnies d'assurances, caisses de dépôts et de consignations, caisses de prévoyance sociale, ainsi qu'à la presse économique et divers partenaires de UMOA-Titres.

Burkina Faso

Le pays se prépare à ouvrir un institut des finances publiques

La mondialisation et la digitalisation ont contraint les pays à adopter de nouveaux référentiels en matière de finances publiques. Au Burkina, le gouvernement veut aligner les compétences de ses cadres et professionnels aux nouvelles exigences mondiales.

Réuni le mercredi 15 janvier, le Conseil des ministres du Burkina Faso présidé par le président de la Transition, Ibrahim Traoré, a adopté un projet portant création d'un institut des finances publiques. D'après le communiqué final du conseil, cet institut « découle d'une vision stratégique visant à renforcer les capacités professionnelles et académiques des cadres de l'administration économique et financière ainsi que des agents des secteurs public et privé ». La création de cet institut est une réponse au besoin de



s'aligner aux exigences croissantes en matière de finances publiques, notamment dans un contexte marqué par la mondialisation et la digitalisation. Ainsi, l'établissement naîtra du regroupement entre l'École nationale des régies financières (ENAREF) et

de l'École nationale des douanes (END). Déjà, les premières actions en vue de l'opérationnalisation de cet institut ont été engagées. Dans le même contexte, le Conseil des ministres a adopté un deuxième rapport portant approbation des statuts particuliers de l'institut. Ce rapport permet à cet établissement de se doter de textes réglementaires en vue d'accomplir ses missions, conformément au décret de 2014 portant statut général des établissements publics de l'État à caractère administratif.

Avec Agence Ecofin

Accès à l'énergie

Mise en place une plateforme transformatrice d'énergie renouvelable

La Banque africaine de développement, PowerGen et des partenaires lancent une plateforme transformatrice d'énergie renouvelable pour étendre l'accès à l'énergie propre sur le continent.

• Junior Aredola



Une nouvelle plateforme d'énergie renouvelable soutenue par la Banque africaine de développement et ses partenaires fournira de l'électricité à près de 70 000 ménages. PowerGen Renewable Energy (PowerGen) s'est associée à des investisseurs internationaux de premier plan pour établir une plateforme d'énergie renouvelable évolutive et distribuée visant le déploiement de 120 mégawatts (MW) d'énergie renouvelable, y compris des solutions de stockage d'énergie par batterie à travers l'Afrique. Cette plateforme est le fruit d'une collaboration entre PowerGen et le Private Infrastructure Development Group (PIDG), le Danish Investment Fund for Developing Countries (IFU), EDFI Management Company par le biais de son Electrification Financing Initiative (ElectriFi) financée par l'Union européenne et le Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) de la Banque africaine de développement. L'engagement d'ancrage du PIDG a été réalisé par l'intermédiaire d'InfraCo, sa branche d'investissement, avec un capital concessionnel fourni par l'assistance technique du PIDG. Le SEFA est un

fonds spécial multinationaux géré par la Banque africaine de développement qui fournit des financements catalytiques pour débloquer les investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. S'appuyant sur plus de treize années d'expérience de PowerGen dans le développement, la mise en œuvre et l'exploitation de projets à travers l'Afrique, les fonds soutiendront le déploiement d'un portefeuille de 120 MW de mini-réseaux et de métré réseau renouvelables et de solutions énergétiques commerciales et industrielles (C&I), y compris le stockage d'énergie par batterie. Initialement axée sur le Nigéria, la Sierra Leone et la République démocratique du Congo (RDC), la plateforme sera étendue à l'ensemble du continent, en s'appuyant sur le vaste pipeline de PowerGen en combinaison avec des partenariats locaux de développement et d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC). L'adoption d'une approche de type plateforme a le potentiel d'accélérer les

efforts visant à connecter les 570 millions de personnes en Afrique subsaharienne qui n'ont actuellement pas accès à l'électricité, selon les données de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). La première clôture de la transaction a été atteinte en janvier 2025 et catalysera des financements supplémentaires en fonds propres et en dette plus tard dans l'année. PowerGen est un partenaire du secteur privé de Power Africa, un partenariat dirigé par le gouvernement américain qui a fourni une assistance technique à PowerGen et a précédemment accordé des financements à ElectriFi et SEFA. Grâce au financement obtenu, PowerGen est bien placée pour répondre aux besoins énergétiques de plus de 68 000 ménages et réduire le coût de l'électricité pour 7 000 entreprises. L'amélioration de l'accès à une électricité fiable et abordable devrait permettre d'accroître la productivité des entreprises de créer des emplois indirects et de stimuler la croissance économique.

Alimentation

L'UA adopte un nouveau plan de 10 ans pour renforcer la production alimentaire

L'Union africaine a tenu un sommet extraordinaire sur le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine du 9 au 11 janvier 2025 à Kampala, en Ouganda. Cet événement a été l'occasion pour les États membres de définir un plan de développement agricole pour les 10 prochaines années.

Augmenter la production agroalimentaire africaine de 45 %, tel est le principal objectif de l'Union africaine au cours de la prochaine décennie (2026-2035). Dans un communiqué publié le lundi 13 janvier, l'organisation précise que cette décision s'inscrit dans le cadre du nouveau Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) adopté à l'issue du sommet extraordinaire qui s'est tenu à Kampala du 9 au 11 janvier dernier. Selon les autorités, cette feuille de route est pensée pour renforcer la pro-



ductivité agricole, la transformation alimentaire et les échanges commerciaux sur le continent en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et répondre à la demande alimentaire croissante tirée par la croissance démogra-

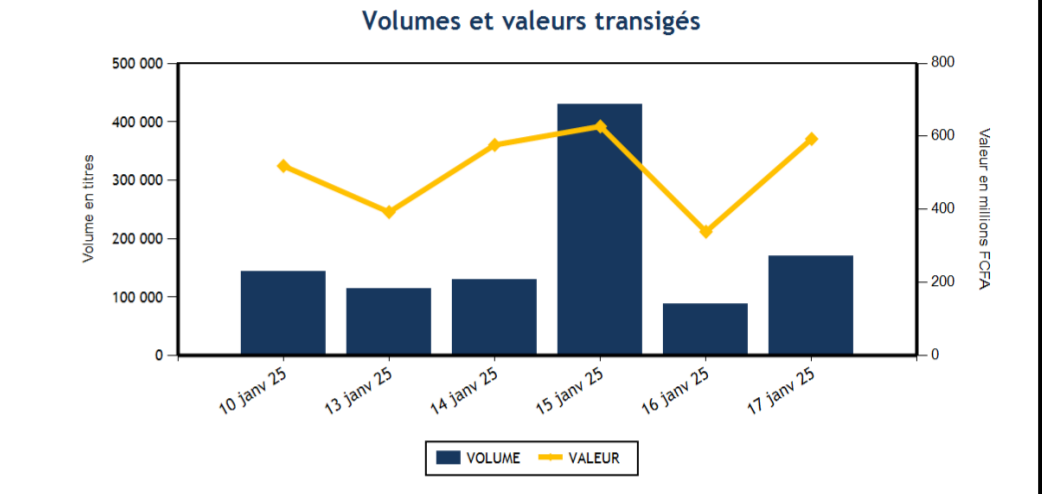
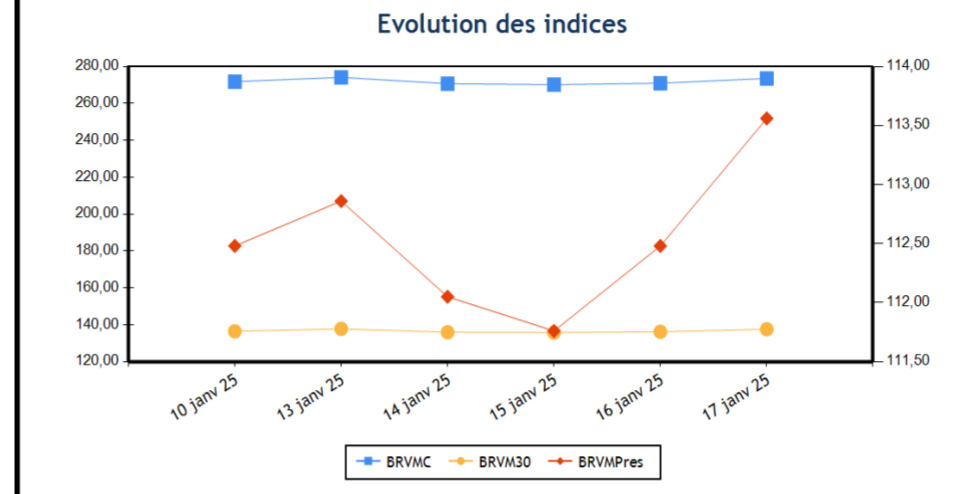
phique. « La stratégie prévoit également de réduire de 50 % les pertes post-récolte, de tripler le commerce intra-africain des produits et intrants agroalimentaires d'ici à 2035 et de porter la part des aliments transformés localement à 35 % du PIB agroalimentaire », peut-on lire dans le communiqué. Malgré ces ambitions, la réalisation des objectifs définis à Kampala nécessitera de relever plusieurs défis structurels. Par exemple, le soutien public au secteur agricole reste encore insuffisant dans la majorité des pays du continent.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 17 janvier 2025

N° 12

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>273,52</b>	<b>BRVM 30</b>	<b>137,59</b>	<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>113,56</b>
Variation Jour	0,96 % ↑	Variation Jour	1,00 % ↑	Variation Jour	0,96 % ↑
Variation annuelle	-0,91 % ↓	Variation annuelle	-0,83 % ↓	Variation annuelle	-1,11 % ↓



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 987 345 400 997	0,96 %
Volume échangé (Actions & Droits)	135 091	54,03 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	301 413 194	-11,08 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	19	90,00 %
Nombre de titres en baisse	10	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	14	7,69 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 581 876 120 209	-0,12 %
Volume échangé	35 670	
Valeur transigée (FCFA)	291 610 000	
Nombre de titres transigés	6	
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	3	
Nombre de titres inchangés	1	

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	475	5,56 %	-5,00 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	695	3,73 %	-7,33 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 300	3,59 %	-2,99 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 000	3,45 %	-4,76 %
SONATEL SN (SNTS)	24 495	2,06 %	2,06 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 700	-5,82 %	-10,05 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 755	-5,39 %	-7,63 %
SOLIBRA CI (SLBC)	13 430	-1,97 %	3,71 %
BICI CI (BICC)	13 750	-1,79 %	-1,79 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	550	-1,79 %	-8,33 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	113,56	0,96 %	-1,11 %	12 389	134 306 125	10,24
BRVM-PRINCIPAL	37	134,03	-0,19 %	-2,95 %	122 702	167 107 069	10,66

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	117,30	-0,56 %	-0,05 %	11 617	28 053 710	17,93
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	770,29	1,82 %	0,83 %	7 335	92 074 650	12,19
BRVM - FINANCES	15	98,40	0,00 %	-3,29 %	91 144	109 117 059	6,16
BRVM - TRANSPORT	2	319,03	3,48 %	-2,91 %	8 523	10 725 525	4,02
BRVM - AGRICULTURE	5	186,24	0,68 %	-5,50 %	12 498	50 477 445	13,83
BRVM - DISTRIBUTION	7	322,12	-0,60 %	-3,93 %	1 798	2 147 965	18,97
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	663,21	0,19 %	2,12 %	2 176	8 816 840	23,39

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	100,89	1,88 %	0,89 %	4 996	83 945 505	12,24
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	95,57	-0,91 %	-4,43 %	4 208	9 855 645	21,99
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	96,71	0,00 %	-3,29 %	91 144	109 117 059	6,16
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	99,20	-0,31 %	-0,80 %	13 565	59 337 495	18,29
BRVM - INDUSTRIELS	7	98,03	2,21 %	-1,97 %	17 002	22 998 695	6,54
BRVM - ENERGIE	4	96,40	0,05 %	-3,60 %	1 837	8 029 650	14,91
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	98,98	0,00 %	-1,02 %	2 339	8 129 145	10,53





AFRIQUE FORTUNE SARLU
Vivre serein dans une propriété sécurisée



Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292

Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

Zio / Décentralisation

M. Edoh Komlan élu à la tête du conseil régional Maritime

M. Edoh Komlan de la circonscription électorale des Lacs et membre du parti Union pour la République (UNIR) est élu président du bureau exécutif du Conseil régional de la Maritime pour un mandat de 6 ans à l'issue de la session inaugurale dudit Conseil, le mercredi 15 janvier à Tsévié.

Le bureau mis en place a pour mission de répondre aux attentes des populations locales, de promouvoir le développement régional et de renforcer la proximité entre l'administration et les citoyens. Le scrutin a été dirigé par le doyen d'âge des conseillers régionaux, Olympio Robert de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) et le plus jeune conseiller, Blivi Adoté Mawulolo du parti Bâtir. 46 conseillers sur 49 de cette région ont pris part à cette élection supervisée par le gouverneur de la région Maritime, Tairou Bagbiègue en présence des préfets de la zone. Le gouverneur de la région Maritime a inscrit cette rencontre dans l'application de l'article 276 de la loi relative à la décentralisation et aux libertés locales conformément au chapitre 2 du décret du 9 avril 2024 portant modalité de convo-



cation et mission de la première réunion des conseillers régionaux. Il a rendu hommage au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé pour sa volonté et son courage qui permettent de rendre opérationnel le deuxième niveau de la décentralisation qu'est la région. Il a remercié les uns et les autres pour leur implication effective pour la réussite de ce processus. Le président du bureau du conseil régional de la maritime élu, Edoh Komlan a remercié le président de la République pour sa vision et son leadership dans la conduite des

différentes étapes du processus de décentralisation. Il a appelé l'ensemble des conseillers régionaux à se mettre résolument au travail pour relever les défis auxquels ils font face. M. Edoh Komlan sera assisté dans sa tâche par quatre vices présidents respectivement, MM. Loglo Kossi Bruno (UNIR), Méatchi Tchanou (UNIR), Akladé Agbèko (ANC) et Sosoe Kodjo (UNIR); ainsi que de deux rapporteurs notamment, Adjahouinou Comlan (UNIR) et Allado Xavier (UNIR).

Avec ATOP/SAK/DHK

Manchester City

Erling Haaland dispose d'une clause secrète dans son nouveau contrat

En signant sa prolongation jusqu'en 2034 avec Manchester City, Erling Haaland s'est tout de même gardé des espaces de liberté.

La nouvelle a rapidement fait le tour de la planète football. Alors que certaines rumeurs envoyaient plutôt Erling Haaland loin de Manchester City, la vérité a révélé tout l'inverse. Le Norvégien a non seulement prolongé son contrat avec les Sky Blues mais en plus de cela pour une période de 9 ans ! «C'est assez fou de voir toutes ces années. Normalement, on ne peut jamais prévoir comment l'avenir va se dérouler mais maintenant, on peut se préparer du mieux possible et être plus libéré dans sa tête, mieux se concentrer car dans le football, tout peut arriver», réagissait l'intéressé. Arrivé en 2022 du Borussia Dortmund, l'avant-centre de 24 ans a déjà tout remporté avec le club anglais. Dès sa première saison, il réalisait le triplé Premier League-FA Cup-Ligue des Champions,



terminant meilleur buteur du championnat, et battant au passage le nombre de buts sur une saison en Angleterre (36 réalisations). La suite est tout aussi belle, ou presque, puisqu'il cumule 111 buts en 126 matchs toutes compétitions confondues avec Manchester City. L'histoire ne s'arrêtera donc pas là même si AS révèle une information d'importance ce samedi.

Une clause de départ évolutive

Haaland dispose tout de même d'une porte de sortie anticipée dans ce tout nouveau contrat. Pour signer une telle durée, le club anglais a dû faire des concessions, comme celle d'accorder une clause lui permettant de quitter le club moyennant une certaine somme d'argent. Le montant de cette clause diminue au fur et à mesure que le contrat avance dans le temps. Selon le quotidien espagnol, celle-ci sera activable à l'été 2029 ou à l'été 2030, quand Haaland aura déjà réalisé la moitié de ce tout nouvel engagement. En d'autres termes, le joueur garde en partie la main sur sa liberté. Évidemment, tous les yeux se tournent déjà vers le Real Madrid pour qu'un jour, Erling Haaland porte sa mythique tunique blanche. «Ici (à Manchester), j'ai mes proches et j'en profite.

Avec footmercato.net

Don de sang dans les Savanes

L'association "Jama'at islamique Ahmadiyya - Togo" mobilisés pour l'opération

Les membres de l'association "Jama'at islamique Ahmadiyya - Togo" issus de la région des Savanes se sont mobilisés, le samedi 18 janvier au poste de collecte et de distribution des produits sanguins (PCD) du Centre hospitalier régional (CHR) de Dapaong pour le don de sang.

Cette opération de collecte de sang pour le compte de la région des Savanes se situe dans le cadre de la célébration du jubilé d'argent (25 ans) de l'association au Togo. L'objectif est de contribuer à pallier la pénurie des poches de sang constatée dans les formations sanitaires et de rendre disponible ce précieux produit sanguin pour sauver des vies humaines. Bien avant l'opération de collecte, les membres de l'association sont sensibilisés sur l'importance de donner son sang pour sauver des vies ; le don de sang, un acte bénévole et volontaire ; l'âge et la fréquence pour donner du sang, ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas en donner. Le responsable du PCD - Dapaong, Hemou Georges a précisé que les poches de sang recueillies permettront de lutter contre les anémies, les maladies chez les tous petits enfants, les saignements abondants lors des accouchements des femmes et de sauver des accidentés. « Nous devons normalement collecter envi-



ron 8.000 poches de sang par an dans la région pour satisfaire les besoins en produits sanguins mais à ce jour, nous ne sommes pas à ce niveau ; à peine nous arrivons à mobiliser 4.000 poches », a souligné M. Hemou. Il a lancé un appel à toutes les bonnes volontés en bonne santé à donner volontairement leur sang pour aider ceux et celles qui sont dans le besoin. Le président national de l'association "Jama'at islamique Ahmadiyya - Togo", Qamar Munawar Ahmad s'est réjoui de la mobilisation de ses membres venus de tous les coins de la région des Savanes pour ce geste humanitaire. Il a expliqué que parmi les activités marquant les 25 ans de l'association au Togo figure le don de sang, ceci

pour remercier Allah et les autorités togolaises qui leur ont permis de servir sans difficulté les communautés et de prêcher l'Islam. Des donateurs ont exprimé leur satisfaction à donner volontairement leur sang. M. Ahmad Naveed a indiqué que « c'est une joie de donner mon sang pour les autres, je suis très heureux en posant cet acte ce matin ». Environ 50 poches de sang sont attendues à l'issue de l'opération. Elle va se poursuivre dans les autres régions du pays. L'association "Jama'at islamique Ahmadiyya - Togo" a reçu son récépissé en 1999. Son but est de diffuser la doctrine de la connaissance de l'Islam authentique du Saint prophète Muhammad.

Avec ATOP/BBG/GKM

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou - Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with 3 columns: Catégorie, 2022, 2023. Rows include: Produits échangeables, Produits de transport, Produits de consommation, Produits de services, Produits de construction, Produits de culture, Produits de santé, Produits de communication, Produits de culture, Produits de services, Produits de construction, Produits de culture, Produits de santé, Produits de communication.

LE PLAISIR À PETIT PRIX : 200 FCFA  
POUR UNE VAGUE DE FRAÎCHEUR !

**Youki**  
TONIC



**200\***  
**FCFA**

**BOUTEILLE**

**30cl**



**À CE PRIX,  
POURQUOI  
SE PRIVER ?**



**Youki**  
TONIC

Ingredients : Eau gazeifiée, sucre, acide citrique, arôme, conservateur :  
benzoate de sodium, édulcorants : E954, E951, E950, chlorure de  
quinine. Valeurs nutritionnelles pour 100 ml : valeurs énergétiques :  
62 kJ / 15 kcal, glucides 3,7 g dont sucres 3,7 g.

Protéines Lipides Sodium  
0g 0g <1,0g

30cl



POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE

\* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 30CL

#PRIXMAGIQUEYOUKITONIC